



Rodez, le 23 janvier 2012

Déclaration liminaire :

Monsieur le Président,

Vous nous réunissez aujourd'hui pour que nous donnions, à nouveau, un avis sur des suppressions d'emplois.

Au plan national, 2441 emplois seront supprimés en 2012 : 292 A, 809 B, 1340 C.

Au plan local, 8 nouvelles suppressions nettes nous sont imposées : 5 pour la filière Fiscale et 3 pour la filière Gestion Publique.

Une fois de plus, notre département subit de plein fouet ces suppressions, dictées par une logique comptable éperdue et aveugle.

Depuis plusieurs mois, FODGFIP vous alerte sur la situation de nos services départementaux et sur les conditions déplorables dans lesquelles ils fonctionnent.

Les suppressions annoncées sont le résultat de l'anticipation, soit des gains de productivité supposés liés aux applicatifs informatiques, soit à l'effet de certaines réformes, telle celle de l'ISF.

Mais quels indicateurs vous permettent de quantifier ces mesures ?

Et qui subit de plein fouet ce manque que vous orchestrez ?

La catégorie C qui voit son nombre fondre comme neige au soleil depuis 2009 avec 53 suppressions dans cette catégorie ? Les catégories B ou A qui, en plus de leur travail, doivent assumer les tâches laissées vacantes par leurs disparus collègues C ?

Pour FODGFIP, les procédures changent, mais les méthodes sont les mêmes et la RGPP continue. La suppression systématique des emplois se poursuit, la remise en cause du Service Public s'approfondit. Et une fois de plus, notre département rural le vérifie...

**15 667 suppressions d'emplois dans notre direction en 5 ans !
Les services sont exsangues !**

Nous avons attiré votre attention à maintes reprises sur la situation critique des services créée par les vagues de suppressions d'emplois successives.

L'année 2011 qui vient de s'achever a vu s'aggraver les conditions de travail de tous les personnels, sous l'effet conjugué des suppressions d'emplois, de l'accroissement très important de la fréquentation de nos guichets par une population de plus en plus démunie socialement, et d'applicatifs informatiques peu performants.

Le basculement dans la précipitation, sans préparation suffisante, de la comptabilité de l'Etat dans CHORUS au 1^{er} janvier 2012, alors que ce progiciel est extrêmement complexe, lourd et d'une fiabilité contestée dans l'exécution et le paiement des dépenses de l'Etat, vient rajouter à l'état de dislocation qui pèse dans les services.

Vous le savez, vous nous indiquez en être vous-même conscient, les personnels sont au point de rupture. Il existe un état de désorganisation et d'épuisement tel qu'ils ne peuvent plus assurer le service public qu'un citoyen est en droit d'attendre de la République !

Et on parle d'améliorer les conditions de vie au travail, de prévention des risques psychosociaux...

La mise en place du comité de veille est réellement perçue comme de la poudre aux yeux par les agents de notre département : vous vous donnez bonne conscience, mais on sait pertinemment que cette méthode ne possède aucune réactivité : avec ces wagons de suppressions d'emploi répétées, le mal est là et bien là, nul besoin d'aller chercher bien loin des explications à ce délabrement de notre administration.

Et le fait qu'aucun recrutement n'est annoncé pour 2012 n'est-il pas l'aveu d'une volonté délibérée de liquider la DGFIP ?

FODGFIP se prononce contre les 8 suppressions annoncées, pour le maintien des emplois existants et notamment les emplois de catégorie C.

Nous rendrons compte de vos réponses, auprès de l'ensemble des personnels. Nous entendons, pas à pas, comme c'est la tâche d'un syndicat, défendre leurs revendications et le Service Public Républicain.

Les représentants FODGFIP 12 : Monique BLANC, Damien ICHARD

